

**ORGANISATION DE LA FORMATION
ET MODALITES DE CONTROLE DES CONNAISSANCES
ET DES COMPETENCES SPECIFIQUES
MASTER**

ANNEE UNIVERSITAIRE 2024-2025

Ces MCC spécifiques viennent compléter les MCC générales validées par le Conseil académique du 30/05/2024.

1. PRESENTATION DE LA FORMATION DE MASTER

DOMAINE : Sciences Humaines et Sociales

MENTION : Intelligence Économique

Années et/ou Parcours-type (le cas-échéant) : M2 Influence, lobbying et médias sociaux (ILMS) —

Code(s) étape Apogée : 2INY2

2. MODALITES DU CONTROLE DE L'ASSIDUITE (nombre d'absences autorisées, sanctions...) :

La présence au cours est obligatoire (CM, TD). La participation aux autres activités planifiées pendant les heures de cours (ateliers, sorties ou voyages pédagogiques...) est obligatoire **sauf mention explicite ou exemption individuelle validée par la responsable de formation (obligations professionnelles, contraintes médicales, etc).**

L'assiduité est contrôlée par les enseignants via une liste de présence à signer pour chaque demi-journée par tous les étudiants, peu importe leur statut.

L'unité d'absence est la demi-journée.

Le décompte du nombre global d'absences est effectué au fur et à mesure de l'année notamment en cas de constat d'absentéisme et ce jusqu'au jury final. L'assiduité est un critère pris en considération lors de la délibération du jury final.

L'assiduité est obligatoire pour passer les examens dans le cadre du contrôle continu sauf dispense exceptionnelle accordée par l'enseignant, sauf dispositions spécifiques prévues dans le cadre d'une reconnaissance d'une situation de handicap par le médecin habilité du Service de Santé Universitaire. Des modalités alternatives d'examen peuvent alors être proposées ou à défaut, l'étudiant concerné doit repasser les examens de première session qu'il a manqué du fait de son absence, en deuxième session.

D'éventuels non-respect du règlement intérieur signalés sur la feuille de présence par les enseignants sont pris en considération lors de la délibération du Jury final. Les étudiants ayant été exclus d'un cours sont concernés par cet aspect des MCC.

Un étudiant absent sans justification à plus de 10 % des cours peut être déclaré défaillant par le jury final.

Il appartient aux étudiants de vérifier la compatibilité de leur contrat de travail avec les horaires et le calendrier de la formation en alternance. Des absences exceptionnelles peuvent être accordées par la responsable de formation après étude des motifs de chaque requête.

Sont limitativement considérées comme absences autorisées : la maladie (justificatif médical fourni), la journée d'appel de préparation à la défense, l'examen du permis de conduire, une convocation par la préfecture, les obsèques d'un proche, les fêtes religieuses (dates publiées au Bulletin Officiel). Les autres cas sont laissés à l'appréciation de la responsable du Master. Par exemple, les demandes d'absence exceptionnelle pour motif professionnel doivent être validées par la responsable de la formation sur demande écrite de l'étudiant envoyée au moins une semaine avant l'absence. Un courrier de l'employeur peut permettre d'appuyer la demande.

La justification des absences autorisées se fait par un envoi par email de pièces officielles et originales (certificat médical pour les stagiaires et arrêt de travail pour les apprentis, convocation, etc.). Elle doit être réalisée par email dans les 48 heures après le jour d'absence. Les destinataires de cet email doivent être la responsable de la formation et la secrétaire administrative. Chaque absence doit impérativement être justifiée au plus tard dans les 48 heures, faute de quoi elle se transforme en absence non autorisée.

Afin de rapprocher les étudiants de critères professionnels et par politesse, lorsque les circonstances le permettent, il est demandé à ceux-ci d'anticiper leur absence et de prévenir aussi l'enseignant concerné afin de ne pas la ou le mettre en difficulté.

Si après avoir été averti par email du nombre inquiétant de ses absences (7% étant un seuil d'alerte), un étudiant persiste dans son absentéisme, la responsable de la formation constate par lettre recommandée un absentéisme avéré. Les copies de l'étudiant sont évaluées normalement, mais le jury tire les conséquences de cet absentéisme en se référant aux MCC générales. Le jury final est compétent pour sanctionner le non-respect de l'obligation d'assiduité.

Même s'il est certain d'être déclaré défaillant en jury final du fait de son absentéisme, un étudiant peut tout à fait se présenter aux sessions d'examen, l'Université est tenue de procéder normalement à la correction des épreuves d'examen le concernant. Elle est aussi tenue de lui communiquer en fin d'année, après le jury final, son relevé de notes.

En cas d'absence justifiée lors d'un examen (maladie, problème familial grave constaté par le responsable de la formation etc.), l'enseignant en charge d'un cours a la possibilité d'organiser une séance évaluative « bis » à la demande de l'étudiant. Cette possibilité est organisée sous le contrôle de la responsable de la formation.

Les livrables demandés par les enseignants doivent être remis en temps et en heure. La non remise d'un travail peut entraîner un 0/20, sauf si l'enseignant souhaite utiliser un système de pénalités qui doit alors être explicitement mentionné dans la consigne écrite du travail demandé, par exemple de 2 points par jour de retard. En ce cas, les étudiants sont prévenus du système de pénalité applicable dans la consigne du devoir.

3. COMPENSATIONS :

Entre :

- UE d'un même bloc de compétences ☐
- UE d'un même semestre ☐
- UE d'une même année ☐
- Autres compensations ☒ ECUE d'une même UE.

La compensation est possible entre ECUE d'une même UE.

4. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES CONCERNANT LA FORMATION :

- Régimes d'études proposés :
Formation initiale (FI) ☒ FI par apprentissage (FA) ☒ Formation continue (FC) ☒
- Organisation des études :
Alternance ☒ Stage ☐
- Des aménagements d'études sont-ils prévus en FC et/ou en FA ?
Oui ☐ Non ☒
Si oui lesquels ?

5. AUTRES MODALITES CONCERNANT LA FORMATION :

Évaluations, règles de calcul, capitalisation, stages, mémoire, options, cours en distanciel...

1 – Règles de progression :

Le contrôle des connaissances se fait par contrôle continu. Dans chaque ECUE, les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont appréciées par un contrôle continu, intégrant de multiples modalités évaluatives : devoir sur table, interrogation écrite, exposé, dossier, étude de cas, note de participation, travaux individuels ou de groupe, etc.

La présence aux épreuves de contrôle continu est obligatoire.

Les copies des examens individuels sur table sont anonymes, et décachetées par les responsables administratifs, après correction et évaluation par les enseignant-es.

Pour le calcul de la moyenne sur chaque UE et de la moyenne générale, des coefficients s'appliquent (voir maquette).

Pour les examens écrits ou devoirs sur table, les copies sont anonymes. Elles sont décachetées par les secrétariats.

La soutenance, en fin d'année universitaire, porte sur un bilan de compétences et un mémoire de recherche ou un article scientifique.

L'étudiant-e n'ayant pas validé une UE doit repasser les ECUE qu'il ou elle n'a pas validés (note strictement inférieure à 10).

Les notes d'ECUE acquises d'une UE non acquise à la première session sont conservées.

Dans une UE non acquise, seules les notes d'ECUE où l'étudiant n'a pas eu la moyenne peuvent être repassées en deuxième session.

Une ECUE acquise ne peut plus être repassée en deuxième session.

Les notes obtenues lors de la deuxième session remplacent systématiquement les notes de la première session, même pour le cas où la note de la première session serait supérieure à celle obtenue ensuite en deuxième session.

L'année de Master 2 est validée par les étudiant·es ayant validé toutes les UE constitutives de l'année telles que **définies** par la maquette de la formation. La délivrance du diplôme de Master est prononcée après délibération du jury final.

2 – Redoublement et durée de conservation des acquis :

La non obtention du diplôme ouvre auprès des étudiants le droit de solliciter la responsable d'année en vue d'une autorisation d'inscription pour un redoublement. Le redoublement n'est pas de plein-droit, il doit être sollicité auprès du jury final via un email envoyé au responsable de la formation et au secrétariat pédagogique. Le jury final statue sur la demande et sa décision est portée à la connaissance de l'étudiant sous 7 jours.

En cas de non obtention du diplôme et de demande de redoublement jugée favorablement par la responsable de la formation, les UE validées sont capitalisables.

Les modifications dans l'organisation des enseignements adoptées dans les conseils font l'objet de règles de correspondance prenant en compte la situation la plus favorable pour l'étudiant.

Pour chaque étudiant concerné par une non obtention du diplôme, un contrat pédagogique permettant la mise en correspondance des maquettes est établi en deux exemplaires, le premier destiné à l'étudiant, l'autre à la composante (scolarité et responsable pédagogique). Ces deux exemplaires sont signés par la responsable pédagogique et l'étudiant au moment de son inscription pédagogique.

Suivant le cursus des étudiants, sur proposition de la commission d'examen des dossiers et après accord de la responsable de formation, certains étudiants peuvent être dispensés de certaines UE. Ils peuvent alors assister aux cours en auditeurs libres, sans être évalués.

3 – Organisation de l'alternance et durée de l'expérience professionnalisante (CDI, CDD, stage long alterné, apprentissage ou contrat de professionnalisation) :

Les étudiants·es ont cours une journée par semaine jusqu'en juillet, plus 5 ou 6 semaines dites « intensives » dans l'année.

Le parcours de Master 2 IE-ILMS se fait obligatoirement en alternance, mais les étudiants ont jusqu'au premier mars pour entrer en stage en alternance. La date butoir pour signer un contrat d'apprentissage est fixée par la région.

La validation de l'année est conditionnée à la réalisation d'une expérience « professionnalisante ». C'est l'objet de l'UE 7 : TREMLIN PROFESSIONNEL ». Cette expérience longue doit correspondre à 16 semaines de travail minimum. Il peut s'agir d'un stage conventionné, d'un contrat apprentissage, d'un contrat de professionnalisation, d'un CDD ou d'un CDI.

Les conditions sous lesquelles un.e étudiant.e peut être dispensé.e de cette expérience professionnalisante et se voir proposer d'autres modalités de validation sont fixées dans un contrat pédagogique.

Des modalités particulières peuvent être discutées et validées avec la responsable de formation (vacations, piges, bénévolat associatif, responsabilités politiques militantes, etc.) pourvu que cette expérience professionnelle ou « professionnalisante » dure plus de 16 semaines, soit dûment encadrée par un professionnel et donne lieu à la soutenance d'un bilan de compétences.

4 – Les mentions :

La mention « assez bien » est attribuée aux étudiants qui ont obtenu une moyenne générale supérieure ou égale à 12.

La mention « bien » est attribuée aux étudiants qui ont obtenu une moyenne générale supérieure ou égale à 14.

La mention « très bien » est attribuée aux étudiants qui ont obtenu une moyenne supérieure ou égale à 16.

La mention « excellent avec les félicitations du jury » est attribuée aux étudiants qui ont obtenu une moyenne générale supérieure ou égale à 18.

Pour atteindre une mention, un étudiant dont la moyenne générale est proche de 12, 14, 16, 18 peut bénéficier de points délivrés lors du jury final. Ces points apparaissent sur certaines ECUES.

5 – Fraude

Si la section disciplinaire est saisie pour une fraude ou une tentative de fraude, celle-ci, après l'avoir dûment constatée, peut prononcer une sanction pouvant aller jusqu'à l'exclusion de tout établissement public d'enseignement supérieur, toute sanction entraînant de fait la nullité de l'épreuve concernée.

L'UE afférente à cette épreuve ne peut alors pas être validée, non plus que le semestre, et le diplôme ne peut pas être délivré.

Le plagiat est considéré comme une fraude.

L'utilisation stratégique des robots conversationnels capables de produire du texte selon une logique algorithmique est autorisée. Les étudiants abordent en cours les usages stratégiques et légaux de ces robots autant que les risques et limites à ces usages. Une IA peut par exemple servir à améliorer le style d'un texte ou aider à rechercher des informations. L'apprentissage, la capacité d'analyse critique et la professionnalisation appellent un usage modéré de l'IA..

Les conditions d'utilisation éditées par exemple par la société OpenAI interdisent de faire passer les réponses informatiques de ChatGPT pour des réponses faites par une autrice, un auteur ou un collectif humain. Ces réponses ne peuvent donc pas apparaître entre guillemets et attribuées. Quand une IA génère un texte celui-ci n'est jamais parfaitement « original », car il se base sur des ressources qui ont-elles-mêmes des auteurs que chaque étudiant·e doit être capable d'identifier et de citer de manière précise (note de bas de page, ou méthode du tandem auteur-date et bibliographie).

Les étudiants sont invités à mentionner en préambule de leur travail la manière dont elles ou ils ont utilisé les IA et doivent attester qu'ils restent l'autrice ou l'auteur des textes qu'ils soumettent à évaluation.

Les étudiants-es doivent être conscients-es que les travaux produits exclusivement par les robots conversationnels ne peuvent pas être considérés comme des travaux personnels. Ces derniers sont d'ailleurs détectés comme tels par *compilatio* et/ou par leurs enseignants, notamment parce qu'ils sont de qualité médiocre, qu'ils véhiculent des clichés et des stéréotypes en fonction de biais cognitifs (logique probabiliste du plus petit dénominateur commun). Les travaux des bons étudiants surpassent l'IA en termes de richesse et de solidité de l'argumentation, de précision, de discussion, et surtout de capacité de recul et d'analyse critique.

6 – Passage du MASTER 1 Intelligence économique, Information, Communication au MASTER 2 IE-ILMS

Tout·e étudiant·e ayant obtenu une moyenne générale supérieure ou égale à 10 à l'issue du Master1 Intelligence économique, Information, Communication a accès de plein droit à l'un des trois Masters2 du département 'Information, Communication, Intelligence économique' : AMDI, ILMS ou ISART.

Les responsables des parcours prennent ce vœu en compte et le suivent dans la plupart des cas, ils peuvent valider ou invalider ce vœu pour imposer un parcours de Master qu'ils estiment plus cohérent

avec le cursus antérieur, avec les résultats obtenus en M1 et les capacités, ou encore en fonction du projet professionnel formulé.